



CHAPITRE 80

Loi modifiant le Code de procédure civile

[Sanctionnée le 2 mai 1969]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

C.p.c.,
aa. 26,
27, remp.

1. Les articles 26 et 27 du Code de procédure civile (1965, 1^{re} session, chapitre 80) sont remplacés par les suivants:

« 26. Sont sujets à appel, à moins d'une disposition contraire:

1. les jugements finals de la Cour supérieure, sauf dans les causes où la valeur de l'objet du litige en appel est inférieure à trois mille dollars;

2. les jugements finals de la Cour provinciale dans les causes où cette cour exerce une juridiction qui lui est attribuée exclusivement par une autre loi que le présent code;

3. les jugements ou ordonnances rendus en vertu des dispositions du Livre Sixième du présent code;

4. avec la permission de deux juges de la Cour d'appel, les autres jugements finals de la Cour supérieure et de la Cour provinciale lorsque, suivant l'opinion de ces juges, la question en jeu en est une qui devrait être soumise à la Cour d'appel.

« 27. On doit tenir compte, pour déterminer la valeur de l'objet du litige en appel aux fins de l'article 26, des intérêts courus à la date du jugement en première instance, mais non des dépens. »

CHAPTER 80

An Act to amend the Code of Civil Procedure

[Assented to 2nd May 1969]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Articles 26 and 27 of the Code of Civil Procedure (1965, 1st session, chapter 80) are replaced by the following:

“26. Unless otherwise provided, an appeal lies:

1. from any final judgment of the Superior Court, except in a case where the value of the object of the dispute in appeal is less than three thousand dollars;

2. from any final judgment of the Provincial Court in a case where such court has exclusive jurisdiction under any act other than this Code;

3. from any judgment or order rendered in virtue of the provisions of Book Six of this Code;

4. with leave of two judges of the Court of Appeal, from any other final judgment of the Superior Court and of the Provincial Court when, in the opinion of such judges, the matter at issue is one which should be submitted to the Court of Appeal.

“27. In determining the value of the object of the dispute in appeal for the purposes of article 26, account shall be taken of interest accrued on the date of the judgment in first instance, but not of costs.”

C.p.c.,
a. 29,
mod.

2. L'article 29 dudit code est modifié en ajoutant, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « supérieure », ce qui suit: « ou de la Cour provinciale, avec ou sans la permission de deux juges de la Cour d'appel selon que l'appel du jugement final requerrait ou non cette permission ».

Id., a.
104, mod.

3. L'article 104 dudit code est modifié en insérant, dans la deuxième ligne, après le mot « juge », les mots « ou au proto-notaire ».

Id., a.
161, mod.

4. L'article 161 dudit code est modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, les mots « de la comparution » par les mots « de l'expiration du temps fixé pour comparaître ».

Id., a.
162, mod.

5. L'article 162 dudit code est modifié en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 1, les mots « de la comparution » par les mots « de l'expiration du temps fixé pour comparaître ».

Id., a.
324, remp.

6. L'article 324 dudit code est remplacé par le suivant:

« **324.** Dans toute cause susceptible d'appel de plein droit, les dépositions sont prises en sténographie ou enregistrées de toute autre manière autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Dans toute autre cause susceptible d'appel, le juge peut ordonner qu'elles soient prises en sténographie ou ainsi enregistrées. ».

Id.,
sec. VII,
a. 437a,
aj.

7. Ledit code est modifié en insérant, après l'article 437, la section et l'article suivants:

« SECTION VII

« DE L'INSTRUCTION DANS UN AUTRE DISTRICT

« **437a.** Lorsque la contestation est liée, le juge en chef peut ordonner que l'enquête et l'audition, dans toute cause, aient lieu dans un autre district, au lieu où siège le tribunal et devant le juge qui le préside, pour qu'il y soit procédé à jugement.

2. Article 29 of the said Code is amended by adding after the word "Court" in the second line of the first paragraph the words "or of the Provincial Court, with or without leave of two judges of the Court of Appeal according as to whether or not the appeal from the final judgment required such leave".

3. Article 104 of the said Code is amended by inserting after the word "judge" in the second line the words "or the prothonotary".

4. Article 161 of the said Code is amended by replacing the word "appearance" in the fourth line of the first paragraph by the words "the expiry of the time fixed to appear".

5. Article 162 of the said Code is amended by replacing the word "appearance" in the first line of paragraph 1 by the words "the expiry of the time fixed to appear".

6. Article 324 of the said Code is replaced by the following:

« **324.** In any case susceptible of appeal *pleno jure*, the depositions are taken by stenography or recorded in such other manner as may be authorized by the Lieutenant-Governor in Council.

In any other case susceptible of appeal, the judge may order that such depositions be taken by stenography or so recorded.".

7. The said Code is amended by adding after article 437 the following section and article:

"SECTION VII

"TRIAL IN ANOTHER DISTRICT

« **437a.** When issue is joined, the chief justice or chief judge may order that proof and hearing in any case take place in another district, at the place where the court sits and before the judge who presides over such court, in order that judgment may be rendered there.

Les parties peuvent procéder dans cet autre district, comme si la cause y était pendante, cinq jours après que le proto-notaire ou le greffier de ce district a reçu le dossier. ».

The parties may proceed in such other district as if the case were pending there, five days after the prothonotary or the clerk of such district has received the record.”.

C.p.c.,
a. 456,
mod.

8. L'article 456 dudit code est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots et nombre « de la disposition de l'article 455 » par ce qui suit: « du présent chapitre ».

8. Article 456 of the said Code is ^{C.C.P.,} amended by replacing the word and ^{a. 456,} number “article 455” in the second line ^{am.} by the words “this chapter”.

Id., a.
494, mod.

9. L'article 494 dudit code est modifié en remplaçant les deux premiers alinéas par les suivants:

9. Article 494 of the said Code is ^{Id., a.} amended by replacing the first two para- ^{494, am.} graphs by the following:

« **494.** La demande de permission d'appeler dans les cas visés au paragraphe 4 de l'article 26 et à l'article 29 doit être présentée dans les trente jours de la date du jugement, par requête accompagnée d'une copie du jugement et des pièces de la contestation, si elles ne sont pas reproduites dans le jugement.

“**494.** An application for leave to appeal in the cases contemplated in paragraph 4 of article 26 and in article 29 must be presented within thirty days of the date of judgment, by motion accompanied by a copy of the judgment and of the documents of the contestation, if they are not reproduced in the judgment.

Si cette demande est accordée, l'appel doit être formé dans les dix jours de la date du jugement qui l'autorise.

If such an application is granted, the appeal must be brought within ten days of the judgment authorizing it.

Tout autre appel doit être formé dans les trente jours de la date du jugement à moins que, dans le cas du paragraphe 2 de l'article 26, un délai plus court ne soit prévu dans une autre loi.

Every other appeal must be brought within thirty days of the date of judgment unless in the case of paragraph 2 of article 26 a shorter delay is prescribed in another act.

Ces délais sont de rigueur et emportent déchéance; ils courent contre la couronne et contre toutes personnes, y compris les incapables et les absents dont les représentants ou ceux qui doivent les assister ont été dûment mis en cause. ».

Such delays are peremptory and their expiry extinguishes the right of appeal; they run against the Crown and all persons, even incapables or absentees, when those who represent them or who must assist them have been duly impleaded.”.

Id., a.
552, mod.

10. L'article 552 dudit code est modifié:

10. Article 552 of the said Code is ^{Id., a.} amended: ^{552, am.}

a) en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

(a) by replacing paragraph 2 by the following:

« 2. Des meubles meublants, des ustensiles ou autres objets d'utilité courante, jusqu'à concurrence d'une valeur de \$1,000 établie par l'officier saisissant, ainsi que les comestibles et combustibles nécessaires pour lui et sa famille; »;

“2. Household furniture, utensils and other things of general use to a value of \$1,000 established by the seizing officer, and the food and fuel required by him and his family;”;

b) en insérant, après le deuxième alinéa, le suivant:

(b) by inserting after the second paragraph the following:

« L'évaluation de l'officier saisissant visée au paragraphe 2 peut être révisée par le juge. ».

“The valuation by the seizing officer contemplated in paragraph 2 may be revised by the judge.”.

C.p.c.,
a. 651,
mod.

11. L'article 651 dudit code est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par les suivants:

« Si le débiteur ne comparait pas en personne pour déclarer le montant de sa rémunération, les dispositions de l'article 284 lui sont applicables.

Si par la suite il ne dépose pas régulièrement la portion de sa rémunération visée au premier alinéa, il se rend coupable d'outrage au tribunal. ».

Id., a.
820, remp.

12. L'article 820 dudit code est remplacé par le suivant:

« **820.** La femme en instance de séparation de corps ou de nullité de mariage peut obtenir du juge ou du protonotaire l'autorisation de se retirer pendant l'instance dans un lieu qu'elle indique, et d'y apporter ses effets personnels; si les circonstances le justifient, le juge, mais non le protonotaire, peut même lui permettre de demeurer au domicile conjugal, et ordonner au mari de résider ailleurs. ».

Id., a.
864, mod.

13. L'article 864 dudit code est modifié en remplaçant, dans la huitième ligne, les mots « au dépositaire » par les mots « aux dépositaires ».

Entrée en
vigueur.

14. Les articles 1, 2 et 9 entrèrent en vigueur le 15 septembre 1969.

Disposi-
tions ap-
plicables
aux causes
pendantes.

15. Les dispositions des articles 1, 2 et 9 s'appliquent aux causes pendantes le 15 septembre 1969 et à celles qui ont été jugées avant cette date, mais à l'égard desquelles le délai d'appel n'était pas alors expiré; dans ce dernier cas, le délai pour appeler ou pour demander la permission d'appeler est prolongé jusqu'au 25 septembre 1969, si le jugement a été rendu avant le 1^{er} septembre 1969.

Entrée en
vigueur.

16. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

11. Article 651 of the said Code is amended by replacing the second paragraph by the following:

"If the debtor does not appear in person to declare the amount of his remuneration, the provisions of article 284 apply to him.

If subsequently he does not regularly deposit the portion of his remuneration contemplated in the first paragraph, he is guilty of contempt of court."

12. Article 820 of the said Code is replaced by the following:

"**820.** A wife party to a suit in separation from bed and board or in nullity of marriage may obtain from the judge or the prothonotary authorization to withdraw pending the suit to a place which she indicates, and to take with her her personal effects; if the circumstances so justify, the judge, but not the prothonotary, may even permit her to remain in the common domicile and order the husband to reside elsewhere."

13. Article 864 of the said Code is amended by replacing the word "depository" in the eighth line by the word "depositories".

14. Articles 1, 2 and 9 shall come into force on the 15th of September 1969.

15. Sections 1, 2 and 9 shall apply to cases pending on the 15th of September 1969 and to those decided before such date but with respect to which the delay to appeal has not then expired; in the latter case, the delay to appeal or to apply for leave to appeal is extended to the 25th of September 1969, if the judgment is rendered before the 1st of September 1969.

16. This act shall come into force on the day of its sanction.